

Barrage de Tichrine : Accord entre les Kurdes et Damas

Dossier de-
 la rédaction de H2o
April 2025

L'administration autonome kurde et les autorités de Damas sont convenues de la formation d'une administration conjointe pour gérer le barrage stratégique de Tichrine dans le nord de la Syrie, a indiqué une source kurde. Cette décision s'inscrit dans le cadre d'un accord bilatéral conclu mi-mars, visant à intégrer les institutions de l'administration autonome dans l'État syrien. Selon cette même source, "les forces militaires (kurdes) se retireront complètement de la zone du barrage, qui sera placée sous le contrôle sécuritaire de la sécurité générale" relevant de la nouvelle autorité.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS), bras armé de l'administration autonome, contrôlent le barrage stratégique de Tichrine, situé près de Manbij, dans la province d'Alep. Quelques jours après l'arrivée au pouvoir des rebelles à Damas le 8 décembre, renversant le régime de Bachar el-Assad, le barrage a été la cible de frappes de drones turcs qui ont causé la mort de dizaines de civils, selon les Kurdes et l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Le barrage revêt une importance stratégique, car il fournit de l'électricité à de vastes régions de Syrie. Il constitue également une porte d'entrée vers la région de l'est de l'Euphrate, sous contrôle de l'administration kurde. Selon la source kurde, cet accord intervient en application de l'accord signé entre le commandant des FDS, Mazloum Abdi, et le président syrien Ahmad el-Chareh, le 11 mars ayant été suivi, ce mois-ci, par le retrait des forces kurdes de deux quartiers majoritairement kurdes de la ville d'Alep, ainsi que par la réduction de la présence militaire des factions pro-Ankara dans la région majoritairement kurde d'Afrine. Selon l'OSDH, l'accord prévoit que l'administration autonome supervise les travaux de restauration et de réparation du barrage.

L'administration autonome kurde contrôle de vastes territoires dans le nord et l'est de la Syrie. Son bras armé, soutenu par Washington, a joué un rôle de premier plan dans la lutte contre l'organisation État islamique, qu'il a défait territorialement en 2019. Malgré l'accord avec M. Chareh, l'administration autonome a vivement critiqué le gouvernement qu'il a formé fin mars qui, selon elle, ne reflète pas la diversité de la Syrie.

L'Orient-Le Jour